M-37

2 octobre 2004

Mémoire présenté à la Communauté Métropolitaine de Québec dans le cadre du Projet d'énoncé de la Vision stratégique du développement de la C.M.Q.

Linda Tremblay
Sociologue
3989 des Trèfles
Lévis
G6V 7M5

Après avoir lu à la page 35 du Projet d'énoncé de la Vision stratégique du développement de la CMQ :
« Dans son mandat, la CMQ a l'obligation légale d'adopter au plus tard le 31 décembre 2006, un schéma métropolitain d'aménagement et de développement. Elle doit notamment se prononcer sur des questions relatives à l'urbanisation, à la consolidation des milieux, à la structuration du territoire ; aux potentiels d'accueils et au transport. Une fois adopté, le schéma aura pour effet de lier les municipalités de la CMQ ainsi que le gouvernement du Québec et ses mandataires aux orientations et objectifs d'aménagement et de développement privilégiés à l'échelle métropolitaine. ».

(pour les 20 prochaines années).

C'est plus long qu'un terme démocratique et ça m'a fait peur d'autant plus que même des employés municipaux n'étaient pas au courant de cette démarche.
Quand on veut planifier du développement, ***payé par le contribuable ; il faut tenir compte de ses capacités de payer.***

Si on étudie la population de la CMQ et ses capacités de payer, on se rend compte que :

1- Pour diminuer ses coûts d'habitation, la population s'est ruée vers les banlieues (p.134) où la densité moyenne est passée de 530 habitants à 217 h. et une augmentation du territoire de 907 km carré à 3150 (illustré aussi p.190, mouvements migratoires vers la périphérie).

2- **en page 36, on parle du *revenu médian des ménages* qui continue de baisser passant de 45,274. $ à 41,864. $ en 2000** avec une légère augmentation des ménages propriétaires de 1991 à 2001 soit de 53.6% à 55.5% et les ménages ***sous le seuil de faible revenu passant de 18.5% à 22.8% pour la période de 1991 à 1996, ce qui laisse penser que pour la période de 1997 à 2001, il y aurait une augmentation de la pauvreté. (1 PERSONNE SUR QUATRE ENVIRON).***

N.B. Chose surprenante et qui me questionne , c'est le tableau de la page 49 : les revenus disponibles par habitant ont augmentés de 1996 à 2001 de 3053.$ à 5,558.$ dépendamment des municipalités.

Comment peut-on dire que le revenu personnel disponible par habitant augmente quand le revenu des ménages est en baisse ??? D'autant plus que l'on sait que l'inflation gruge les augmentations de salaires, la hausse des impôts et des taxes tout autant, en plus des dettes personnelles.
Dettes personnelles qui diminuent, revenus cachés, indexation des salaires des syndiqués ???

C'est bien mal connaître les capacités de payer de sa population.

3- Les locataires (**45%**) dont 35.1% en 2001 consacrent plus de 30% du revenu du ménage au logement (page 37 tableau 2.20) dont ***17.4% avaient des besoins impérieux de logement en 1996 (tableau 2.21).***
Et maintenant, c'est 18.9% presque 19% en 2001 si on se fie au tableau 3.34 de la page 63.

Imaginez en 2004…

Et comme ces gens-là vivent les mêmes constantes (inflation, hausse des taxes et impôts et dettes) et pour ***beaucoup, ce sont des personnes vivant seules ou des personnes âgées de plus de 65 ans (voir tableau 3.3 page 63 en 2001 : 14.3% de personnes seules et 34.6% de plus de 65 ans).***
C'est donc dire que les besoins en habitation sont davantage pour les petits logements et les HLM de surcroît.

À la page 64, tableau 3.36, on recense en 2001 sur le territoire de la CMQ ***16.5% de familles monoparentales (1 salaire).***
Ça fait donc ***: 16.5 + 14.3 + 34.6 % soit 65.4% de personnes à 1 Revenu et la balance soit 34.6% vivent en couple sans même savoir si les deux travaillent.***

Vous voyez comment ça peut se compliquer des chiffres
Mais ayons toujours en tête le profil des payeurs de taxes.

4- Maintenant, regardons la scolarité de notre population.
La population sans certificat d'études secondaires (page 64 tableau 3.37 en 2001) est de 22%. On peut donc supposer qu'une forte proportion de cette dernière est bénéficiaire d'aide sociale ou appelée à le devenir si elle perdait son emploi (connaissant les règles du marché actuellement) et le tableau 3.38 où **22.7% de la population de 15 ans et plus possède un certificat, diplôme ou grade universitaire**. Ce sont eux : les professionnels, les travailleurs, les entrepreneurs et les travailleurs de l'état qui vont payer... les chanceux ...

Maintenant, que font les individus avec leur argent ?
Ou avec ce qu'il leur reste ?...

En ce qui concerne le reste (une fois que le logement, la nourriture, la voiture, l'habillement , le téléphone, les taxes, l'électricité, le câble, les cigarettes s'il y a lieu et les dettes ; **que leur reste-t-il pour les loisirs ???**
À la page 42 au tableau 2.27 (j'ai de gros doutes sur la validité de ce tableau), pour les dépenses totales moyenne en 1997 46,654. $ (**donc, les gens dépensent plus qu'ils ne gagnent)** et 52,804. $ en 2001 .

La culture représentant 779.$ (1997) et 728.$ (en 2001) soit environ 60.$ par mois par ménage ou 30.$ par personne seule et cette personne est-elle capable d'allouer ce montant pour ses loisirs ???

Comment une population de 674,700 personnes en 2001 sur le territoire de la CMQ mais en faisant abstention des enfants, des personnes incapables ou de moins en moins capables de se payer des spectacles de théâtre, de variété, de concerts dans le 18 salles que la CMQ nous offre ???*
Ne nous surprenons pas que le cinéma et la location de films soit plus populaire .

Mais comment pouvons-nous arriver à faire vivre 93 écrans pour un total de 20,169 sièges soit environ 216 places par écran en moyenne en plus d'autant de clubs vidéo.

- ***Comment ces entreprises peuvent-elles survivre dans la région de Québec sinon que par l'argent public de grands publicitaires tels Hydro-Québec, Loto-Québec, SAQ, les grands quotidiens tels le Soleil, le Journal de Québec et autres grandes entreprises... mais pour quel pourcentage de la population... qui peut se permettre ces sorties. ???***

Et les **loisirs**, tels les cours de toutes sortes, les **sports qui ramassent les miettes** (si on se fie à la capacité de payer de notre population) mais ne nous surprenons pas ***qu'il soit si difficile de présenter une cartographie détaillée des destinations loisirs (page 146) car, dans le fond, les gens n'ont presque plus de loisirs surtout s'ils ont des enfants et sont à faibles revenus. Ils se contentent de regarder la télévision.***

Mais alors, comment expliquer les chiffres d'affaires des hôtels, des bars, des restaurants et surtout des grands centres commerciaux. ???
Il y a sûrement beaucoup de personnes qui travaillent au noir, cultivent du ... ou font le commerce de ...ou le blanchiment... même si on parle d'une baisse des crimes avec violence ou contre les biens (1996-2001 page 38 tableau 2.23).

Les projections du **PIB** de la page 53 au tableau 3.13 parlent d'un taux annuel de 3.2% de 2000-2007 *mais si on tient compte de l'inflation et de* ***l'augmentation de notre dette****, ça me semble d'un* ***optimisme mal fondé.***

Pour ce qui est de l'attrait envers Québec pour installer une entreprise, vous dites à la page 33 : « Plusieurs facteurs peuvent intervenir dans le choix de localisation d'une entreprise. Les coûts d'installation, la disponibilité d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, la présence d'universités et de centres de recherches, la disponibilité de capital de risque, d'infrastructures adéquates de transport tout comme la qualité de vie et la diversité culturelle. »

Rappelons-nous que 82.2% de la population active travaille dans le secteur de l'administration publique (page 48 tableau 3.5) en 2001 et que les sièges sociaux ont augmentés de 4.5 % (1992-2002) mais les effectifs ont baissé de 8% (page 48 tableau 3.6).
En 2001, 60.9% de la population de la CMQ travaillaient (page 50 tableau 3.17), le taux d'activité était de 65.5% et le chômage 6.9%.

La projection du nombre d'emplois avec variation de +2.4% de taux annuel de 2002-2007 (tableau 3.14 de la page 54) m'apparaît aussi assez présomptieux étant donné la mondialisation , l'inflation qui nous guette, etc.

Des projections, ça vaut ce que ça vaut... ***Rien n'est garanti.***

Pour ce qui est du tourisme, la CMQ est confrontée de plus en plus à un problème avec les Etats-Unis. (page 56 tableau 3.19) *En 2001 elle a reçu 2,191,000 personnes venant de la province de Québec, soit presque le tiers ; alors que 595,000 personnes par rapport à la population du Canada et 564,000 par rapport à la population américaine ; c'est un désastre.*
Ces visiteurs étaient pour 11.5% des visites d'affaires (Québec) 20% (pour le reste du Canada) et 11.9% pour les américains (page 57 tableau 3.21).

Je ne pense pas qu'avec un TGV, un meilleur aéroport, etc., on en attirerait plus puisque les îles du Pacifique, les Caraïbes, quelques pays pauvres d'Asie ou d'Afrique peuvent attirer autant sans ces gadgets de luxe...
Il serait peut-être temps de se rendre compte que parler anglais peut-être payant en tourisme.

Deuxième partie

Maintenant, parlons de nos problèmes sur la CMQ et qui sont les mêmes que bien d'autres endroits sur la planète ou dans la province ou pays. À la page 77, on dit que la qualité des eaux de surface dépend du maintien de la qualité des eaux souterraines qui, elles aident au maintien des milieux humides (source de vie pour les types d'espèces sauvages (P.78)).
La méconnaissance de la ressource et la pollution diffuse anthropique d'origine agricole ou domestique provenant des pesticides ou des entreprises industrielles sont problématiques (page 79) sans oublier les égouts fluviaux suite à des débordements diluviens.

Maintenant, le projet d'aménager les berges, faire une plage, rendre la baignade possible ; ça ne se fait pas de cela une eau propre à la consommation et le tableau 3.46 de la page 87 ne me dit rien de bon. ***Investissons l'argent et l'énergie dans la lutte à la pollution de l'eau et nous pourrons nous baigner dans n'importe quel cours d'eau du Québec ou du moins le plus possible ; que la rive soit agréable à regarder ou non.***

Légiférons sur tout ce qui pollue l'eau potable ou qui la rend de moins en moins potable, qui nous coûte de plus en plus cher pour la rendre potable.

Quand on regarde la page 124 au tableau 3.57 sur l'inventaire et le volume des boues septiques en 2000. 6,290 (Ville de Québec) plus possibilité de St-Gabriel-de-Valcartier (1136), Lac- Delage (41) Stoneham-et-Tewksbury (2640), Ste-Brigitte-de-Laval (1811) et Lac Beauport (2508) ; c'est un potentiel immense juste pour la station d'épuration de la Ville de Québec ***et dire que les animaux vont boire aux cours d'eaux et enterrent leurs selles ou les déposent sur la terre, ça me laisse perplexe...seraient-ils plus intelligents que nous instinctivement ???***
Quand on dit qu'il est toutefois impossible d'établir la proportion de ces boues provenant du territoire de la CMQ, ne serait-ce pas parce qu'on aurait peur de le savoir ???

En plus de l'élimination humaine, l'organisation de notre consommation de biens nous oblige à gérer une quantité considérable de matières résiduelles, une moyenne en 2002 de 399 kg par personne soit 877 livres ; c'est beaucoup si on considère qu'il s'agit de contenants vides,

cannettes, bouteilles, conserves, etc. (page 115) dont 28.5% en résidus alimentaires, résidus verts 15.4%, papiers et cartons 30.4% (page 116) soit près de 75%.
On peut se poser des questions sur une société qui consomme près du tiers de ses résidus en papier ; si on essayait de remplacer le papier par des technologies pour réduire la consommation de papier, faisant preuve d'imagination
À long terme, nous serions gagnants en économie d'arbres, en baisse de CO2 par photosynthèse, moins de pollution atmosphérique, moins de transport de bois. Plus nous protégeons notre richesse Verte, plus nous renforçons notre immunité contre le CO2 et le NOX (page 96 tableau 3.47). En réduisant le chauffage d'appoint au bois pour le remplacer par l'huile , le propane ou le gaz naturel puisque plus les particules fines en suspension sont
Petites, plus elles sont absorbées dans le sang et les tissus. Les particules sur le territoire de la CMQ sont émises surtout par le chauffage au bois (61%) et le transport (22%) (page 97).

Ainsi, il faut agir contre les industries principales pour le SO (64), contre le transport pour l'oxyde d'azote (86), le chauffage pour les particules en suspension (63), le transport pour les composés organiques volatils (34) et le CO deux (74) (page 96).
Naturellement, l'air se déplace et notre air peut être pollué par une pollution aérienne (avions) et toute politique contre la pollution atmosphérique devrait se faire à une échelle planétaire sinon nous ***risquons de gaspiller de gros investissements pour des rendements très faibles.***

Pour ce qui est du transport en commun, étant donné le climat rigoureux, les gens ont une préférence pour les automobiles et un tramway (on en avait un et on l'a éliminé... il ne faudrait pas oublier les raisons de sa disparition...). **Les gens se plaignent du transport en autobus et de son prix, alors j'ai de la misère à imaginer la rentabilité d'un tramway ou d'un TGV et même d'un train de banlieue (% de la population).**

Une nouvelle organisation des heures de travail en fonction de certains secteurs d'activités pourrait décongestionner la circulation sans coûter très cher aux contribuables et par le fait même aux entreprises.

Maintenant, quelle devrait être notre vision stratégique du développement pour la CMQ pour les 20 prochaines années maintenant que l'on a un portrait de notre région.

Les décideurs ont proposé en groupe de discussion à des citoyens 14 sujets d'intervention.

1- **Accroître l'enrichissement collectif et individuel** semble et sera difficile avec notre population pas très riche et scolarisée, endettée tant individuellement que collectivement et la perspective d'investissements mal ciblés.

2- **Le soutien et accompagnement des entreprises** pour leur permettre d'accéder aux réseaux internationaux est un couteau à deux tranchants car ils risquent d'entrer dans une spirale de compétition féroce qui risque de les dévorer tout rond.

3- **Accroître la densité d'occupation du territoire** et resserrer le développement le long d'axes structurants va être difficile puisque la tendance au cocooning va en augmentant, la

sécurité des gens, le train de vie stressant donnant le goût de la campagne ainsi que la population vieillissante sont des éléments qui empêchent la concentration urbaine.

Les investissements devraient se faire dans le sens d'un combat contre la pollution de l'eau, de l'air pour améliorer la santé ; des plans stratégiques de développement de loisirs sportifs municipaux pour la population et à des prix très abordables visant même la gratuité pour augmenter le potentiel santé des gens et axer davantage le développement pour les besoins des futures familles puisque l'on doit viser à augmenter la natalité.

Si on diminue le trafic aux heures de pointe, il y aura moins de pollution reliée au transport.

Avec un peu d'imagination, on peut trouver des solutions.

En passant, si on réduisait la taille de la main-d'œuvre, des fonctionnaires de la CMQ, ça serait une façon de baisser les taxes aussi et ça, malheureusement, personne ne s'est penché sur la façon dont on pourrait réduire notre dette et baisser l'impôt foncier. N'oublions pas que le déficit actuariel pour le fond de retraite des fonctionnaires de la ville de Québec est déjà de 20 millions.